



frères des hommes

Cultivons le Partage de notre Terre

Fragments de la réalité des femmes latino-américaines



Dossier thématique trimestriel – mars 08

*dossier réalisé avec le soutien de la
Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD)*



Dossier thématique

"Fragments de la réalité des femmes latino-américaines"

Quelle est la place des femmes sur le continent latino-américain en proie à d'importantes mutations ? Entre divers témoignages, regard sur les nouvelles tendances, les mouvements féminins et la violence faite aux femmes.

Tables des matières	page
- Bolivie : portrait d'une femme engagée	3
- La tendance est à l'ouverture et à la mixité.....	9
- Violence contre les femmes	12
- Paroles de femmes : Doña Aleja, conseillère communale en Bolivie.....	16
- Marie Nagy, une femme du Sud engagée au Nord.....	18

Bolivie : Portrait d'une femme engagée

Zulma Gareca, éducatrice auprès de l'ONG bolivienne Qhana¹, est ce que l'on appelle « une femme engagée ». A toutes les étapes, son parcours est motivé par le souci de l'autre. Au travers de son investissement aux côtés des enfants des rues, du monde paysan, dans le milieu associatif, mais aussi au travers de son rôle de mère et d'épouse, elle pose un regard intéressant sur la femme en Bolivie.

Propos recueillis par Milena Merlino

Le parcours d'une femme socialement engagée

« J'ai commencé à travailler comme éducatrice avec les enfants de la rue en 1989 à La Paz. A travers cette expérience qui s'est prolongée durant un peu plus de 8 ans, j'ai pu m'investir dans l'éducation populaire tout en y associant des analyses de contexte. J'ai ainsi cherché à comprendre l'origine des problèmes de ces enfants. Socialement, j'ai toujours été impliquée, même pendant mes études à l'université, et cela m'a permis de connaître la situation sociale, économique, politique de la Bolivie et ainsi, d'approcher le monde de l'enfance, des paysans, les difficultés des hommes et des femmes. Mes parents travaillant à la mine, j'ai pu développer un point de vue spécifique de certains problèmes et me pencher, par exemple, sur les différences entre le monde des mineurs et le monde des paysans.

Par la suite, j'ai été engagée par Qhana afin de donner des cours de gestion municipale. Il s'agissait de former de jeunes paysans, femmes et hommes, et de les sensibiliser à tous les changements apparus en Bolivie autour du thème de la participation populaire. Pour ce faire, j'ai appris à développer des outils de sensibilisation, j'ai rédigé des brochures. Pour moi, c'était un privilège de faire partie de Qhana parce que cette ONG a une histoire qui touche directement des thématiques qui m'intéressent et qui figurent parmi les intérêts de mon peuple, du peuple bolivien. Je me suis donc investie avec motivation dans ces formations. Ensuite, Qhana m'a proposé de travailler sur les sujets tels que l'agroécologie, le syndicalisme, l'organisation paysanne....Je ne connaissais pas en profondeur ces thématiques, mais cela a été pour moi l'occasion de découvrir, par exemple, l'importance de l'agriculture durable et de la souveraineté alimentaire, ce dont je suis devenue une véritable militante ! J'ai pu associer à cela tous les aspects relatifs aux propositions politiques, le soutien aux entreprises paysannes, les

¹ L'ONG Qhana a débuté ses activités dans le domaine de l'éducation populaire au début des années '80 en Bolivie et a pour objectif de soutenir et renforcer les organisations paysannes et indigènes.

principes des organisations économiques....Il s'agit là de notions importantes pour les paysans.

Il est vrai que par le passé, je n'avais jamais vraiment approché la réalité rurale, sauf d'un point de vue politique. C'était assez amusant car je n'avais jamais vu de dirigeants en sandales ; je ne connaissais que ceux en costume-cravate ! Pour moi, c'était génial de faire cette découverte ! Et je me suis impliquée à fond ! J'ai donc pu approcher différentes facettes de notre culture, de notre histoire qui est si complexe et cela m'a aidée à mieux comprendre certains phénomènes sociaux et en particulier, les mouvements paysans ».

Aux côtés des femmes

« Chez Qhana, nous travaillons avec des hommes et des femmes. Je me suis particulièrement investie dans des projets visant à améliorer les connaissances des femmes. Soyons clairs : il ne s'agit pas d'opposer la femme à l'homme dans cette démarche, mais plutôt de mener une réflexion sur le système dans lequel elle évolue. En fait, elles, en tant que bénéficiaires des formations, et moi, en tant qu'animatrice, nous avons toutes vécu des expériences différentes de discrimination. Certains ont jeté un regard réprobateur sur ma démarche, m'accusant de générer des divisions entre les hommes et les femmes, prétendant que les femmes connaissent bien leurs droits à l'heure actuelle. D'autres par contre, et parfois même des hommes, m'ont soutenue et m'ont aidée à ne pas tomber dans un féminisme stérile, à toujours garder un sain équilibre dans les débats.

Jusqu'alors, je n'avais jamais vraiment intégré la thématique du genre dans les formations. Il est vrai que la réflexion à ce sujet ne se développe que depuis une dizaine d'années en Bolivie. Pour moi, il allait de soi que les femmes et les hommes devaient avoir les mêmes droits. A travers mon travail et mes contacts, j'ai pu développer une analyse plus profonde de la thématique genre. Ceci dit, il me semble essentiel de conserver une vision globale. Même si j'ai abordé des aspects aussi différents que l'économie, la politique, l'idéologie, la culture, la technologie, le genre, il m'apparaît clairement que ceux-ci ne sont pas séparables. On ne peut donc pas accompagner un groupe sans prendre en considération toutes ces données.

En ce qui concerne les projets de femmes, j'ai travaillé avec la FRUMCI² dont l'histoire est très intéressante. Les femmes se sont organisées au sein de cette

² La Frumci est une fédération qui regroupe les femmes issues du milieu rural de la région d'Irupana (Sud Yungas en Bolivie).

fédération précisément parce qu'elles souffraient des discriminations masculines. Ainsi, il ne leur était pas permis de participer aux réunions ; ou lorsqu'elles y prenaient part, on les sifflait, on les critiquait parce qu'elles parlaient trop bas. Leur objectif était donc de participer et d'acquérir un meilleur niveau d'instruction. A l'époque, elles étaient très préoccupées par le coût de la vie : les prix des aliments augmentaient et elles ont donc imaginé de mettre sur pied un magasin où les marchandises pouvaient être vendues à un prix équitable, afin de casser les monopoles des grands commerçants d'Irupana³. Ce magasin, en quelque sorte, devait agir comme un régulateur des prix ! Elles ont concrétisé ce projet. Ensuite, elles ont pensé développer une auberge paysanne qui pourrait accueillir les participants aux réunions organisées dans la région. Ce sont vraiment elles qui ont imaginé ce projet que Frères des Hommes a par ailleurs soutenu. En fait, ces femmes avaient besoin de sortir de chez elles. Sans quoi, elles étaient condamnées à rester à la maison et à s'occuper strictement du ménage. Ceci dit, ces projets n'ont pas été sans peine : il y a eu beaucoup de conflits...Et la résolution de ces problèmes a été très difficile. Elles ont eu beaucoup de difficultés à en parler, c'était douloureux. J'ai partagé cela avec elles.

Quoi qu'il en soit, les hommes ont soutenu la création de la FRUMCI, mais cela n'a pas nécessairement éliminé les discriminations. Certaines femmes ont dû réellement affronter leur mari et il y a des témoignages vraiment très durs qui montrent combien elles ont dû se battre pour s'imposer, faire valoir leurs activités, leur propre espace, leurs capacités organisationnelles. Plusieurs ont été battues par leur mari. C'était donc très dramatique pour elles. Elles payaient très cher leur fonction dans la FRUMCI ! »

Une évolution lente des mentalités

« Bien entendu, les choses changent, mais tout cela est relatif car nous vivons dans un système patriarcal. C'est un fait historique. Peut-être les jeunes font-ils preuve de plus de maturité et apprécient-ils davantage la participation des femmes. Mais le machisme existe toujours, même à l'égard des femmes qui ont eu accès à un meilleur niveau d'instruction ou fait des études supérieures. Trop d'hommes encore ne valorisent pas leurs efforts, leur travail. Parfois, le mépris est même plus pernicieux que par le passé. Pourquoi ? En fait, comme les femmes participent et s'impliquent dans la vie sociale, on leur lance avec défi : « Mais puisque vous voulez changer, pourquoi n'allez-vous pas aussi construire des routes, comme nous ? ». Ces hommes-là ne respectent donc pas leurs droits d'être mère, d'être enceinte, par exemple. Si l'agressivité masculine peut se

³ Irupana est une municipalité située dans la région du Sud Yungas en Bolivie.

traduire par la violence physique, elle se manifeste également parfois dans les mots.

Par ailleurs, si l'on examine plus profondément la situation, on constate que les femmes elles-mêmes entretiennent parfois cette discrimination. Ainsi, certaines accusent celles qui se mobilisent socialement d'avoir du temps pour le faire, d'avoir des loisirs leur permettant de s'occuper d'autre chose que du ménage. Il existe aussi une discrimination des femmes de la ville envers celles qui vivent à la campagne. Il faut donc les soutenir et les informer pour qu'elles puissent se défendre des discriminations masculines, voire de l'attitude dénigrante de leurs propres compagnes.

Bien entendu, la Bolivie soutient la déclaration universelle des droits de la femme. Dans notre législation nationale, il existe aussi des lois qui protègent les femmes, notamment contre la violence intra-familiale. La difficulté réside néanmoins dans la mise en pratique de cette législation. Il existe aussi le programme SLIM⁴ qui vise théoriquement à apporter un soutien aux femmes au niveau municipal lorsqu'elles sont confrontées à des faits de violence au sein de la famille. La commune de Chulumani dans la région du Sud Yungas dispose d'un tel service, par exemple. Mais en milieu rural, il en existe peu. Ou alors, comme c'est le cas dans la municipalité voisine d'Irupana, ces services sont orientés vers la défense des enfants et adolescents maltraités. Les femmes n'ont d'autre alternative que celle de se rendre au commissariat de police où elles ne bénéficient pas souvent d'une écoute attentive ni d'une aide. Il y a même eu divers cas où les autorités prenaient systématiquement la défense de l'homme, alors que la femme se voyait contrainte à payer une amende ! Etant donné cette situation, beaucoup de femmes ont baissé les bras et se sont résignées à ne pas porter plainte. On peut les comprendre... »

Les embûches sur le chemin et les moyens pour les surmonter

« Les problèmes essentiels que doivent affronter les femmes sont de trois ordres : le premier est sans aucun doute le manque d'instruction. Et c'est encore plus préoccupant lorsque l'on considère l'accès aux études supérieures et la situation dans les zones rurales. L'estime de soi est également un aspect qui reste difficile pour la femme. Et enfin, la violence à tous les niveaux figure parmi ce triste trio de tête, qu'elle soit commise par l'Etat ou au sein de la famille,... A mon sens, la meilleure clé pour lutter contre ces carences, c'est l'instruction tant des hommes que des femmes. Il faut amener les hommes à réfléchir à leur

⁴ Services juridiques intégraux luttant contre la violence familiale dans les municipalités boliviennes et offrant une aide sociale, psychologique et juridique.

propre rôle. Ainsi, j'ai eu vent de quelques ateliers menés avec des hommes à Cochabamba sur le thème de la masculinité et je souhaiterais développer une expérience similaire. Je ne sais pas encore de quelle façon cela pourrait s'organiser, mais un tel projet me semble vraiment intéressant. Je pense qu'il conviendrait de viser en particulier la population rurale...

Développer la conscience politique me semble également capital pour les hommes et les femmes. En effet, il est important de comprendre le contexte et l'histoire qui ont généré ces phénomènes. En fait, tout est lié : pour que des transformations sociales puissent s'opérer, c'est chacun d'entre nous qui doit fondamentalement changer. Il faut commencer par modifier nos attitudes, les images données par les médias, etc. Personnellement, je suis assez optimiste car je pense que les choses peuvent évoluer, que ce soit par la formation, l'instruction, les échanges et les débats sur certains problèmes... Pour tout dire, c'est un des objectifs pour lesquels je me bats.

Bien entendu, notre nouveau gouvernement est ouvert au progrès, mais je pense que ce sont les femmes elles-mêmes qui doivent être instigatrices de ces changements. Nous devons faire en sorte que certaines lois soient respectées, que la violence disparaisse à tous les niveaux. Mais il faut aussi que les autorités s'impliquent à nos côtés.

Quoi qu'il en soit, le travail de sensibilisation doit se poursuivre. Développer un plus grand respect, une égalité entre l'homme et la femme, c'est tout un processus qui est lié aux questions économiques et sociales. En fin de compte, c'est une question structurelle. La femme doit parvenir à développer plus d'autonomie dans ses décisions à tous les niveaux, y compris en matière de sexualité. Toutefois, les choses évoluent...lentement, mais sûrement... »

Femme et homme égaux, mais différents

« Face au développement local, les rôles de l'homme et de la femme sont tout aussi importants. Mais, leur attitude est néanmoins différente. Ainsi, nous avons remarqué au cours de nos formations que les femmes voyaient davantage les problèmes importants, alors que les hommes avaient tendance à se focaliser sur les questions urgentes. Les femmes se penchent sur des aspects qui nécessitent une solution à long terme, tandis que les hommes s'attaquent davantage aux problèmes à court terme, problèmes pour lesquels ils proposent des solutions avant de passer à la question suivante. Les femmes ont également une certaine retenue avant de formuler des propositions, elles réfléchissent et ressentent

davantage les choses pour les avoir vécues au fond d'elles-mêmes. Les hommes ont manifestement une approche différente.

Pour ces raisons, je pense que la femme peut contribuer grandement à la précision des choses. Sa capacité intuitive est très utile dans la conception des propositions. Lorsque nous avons organisé des rencontres entre paysans, nous avons constaté que les hommes répondaient rapidement ; les femmes étaient plus en retrait. Si l'homme avait donné la bonne réponse, la femme ne cherchait plus à analyser les aspects. C'est pourquoi nous avons réalisé qu'il était préférable de séparer les hommes des femmes dans certaines formations (même si pour certaines thématiques, il était important de préserver des espaces mixtes). Par ailleurs, le niveau d'instruction de départ est souvent moins élevé parmi les femmes et il faut donc adopter une autre approche avec elles ; le processus est plus lent. Par contre, une fois l'apprentissage réalisé, les femmes appliquent plus rapidement ce qui leur a été enseigné. Les hommes tardent davantage. Ainsi, nous avons organisé un échange entre paysannes. Lorsque les femmes de Chicaloma⁵ sont arrivées à Caranavi⁶, elles ont par exemple découvert de nouvelles plantes, elles ont vu que l'on pouvait faire du compost en utilisant des vers de terre. Elles ont donc voulu faire pareil : elles ont immédiatement ramené des plantes, acheté des vers afin de reproduire l'expérience une fois de retour dans leur village. Les hommes ne réagissaient pas de la sorte.

En fin de compte, l'un des défis majeurs de la femme est qu'elle doit dépasser ses peurs ! Peur du mari, peur de l'autorité, peur des manques de ressources, peur que les enfants ne tombent malades,...peur du chemin en quelque sorte. Il y a tant de peurs auxquelles elle se soumet et il est essentiel qu'elle s'en libère pour pouvoir avancer. L'éducation entretient bien entendu cet état d'esprit. Ce sont des choses déterminées historiquement qui doivent changer ».

⁵ Chicaloma est un hameau d'Irupana dans le Sud Yungas

⁶ Caranavi est une ville située dans la région du Nord Yungas

La tendance est à l'ouverture et à la mixité

Etre femme, pauvre et indienne

c'est néanmoins subir une triple discrimination...

*Propos de Sophie Charlier recueillis par Antonio de la Fuente
(article publié par la Revue Antipodes n°180 d'Iteco, mars 2008)*

Sophie Charlier, vous êtes agronome et docteure en développement. Vous travaillez au Monde selon les femmes et à l'Université catholique de Louvain. Pensez-vous qu'il y a des 'nouveaux' mouvements de femmes en Amérique latine ?

Les mouvements de femmes et le féminisme ne sont pas nouveaux en Amérique du Sud. On les voyait déjà à l'œuvre au Mexique au début du vingtième siècle et très actifs un peu partout sur l'ensemble du continent dans les années soixante. On voit apparaître dans les années quatre-vingt et nonante un féminisme différent de celui que l'on connaît à la même époque en Europe. Le féminisme latino-américain explique les inégalités entre les femmes et les hommes comme conséquence du patriarcat, mais également de la colonisation et du système économique libéral. Il rejette l'homogénéisation des femmes du tiers monde et leur cantonnement dans le rôle de victimes. Rigoberta Menchú, leader guatémaltèque, a mis en avant la triple discrimination dont souffre la femme indienne guatémaltèque : en tant que femme, en tant que pauvre et en tant qu'indienne. Les voies de sortie de cette oppression seront dès lors propres à la réalité latino-américaine, basées sur un travail sur l'estime de soi et des revendications sociopolitiques ; à la différence de l'Europe, où les revendications des femmes sont davantage liées à la sphère individuelle, aux droits reproductifs et aux revendications juridiques (le mouvement ne nie pas pour autant l'importance de celles-ci).

Ensuite, la mondialisation de l'économie est venue sans doute transformer en profondeur la situation des femmes latino-américaines.

Oui, par le biais de la précarisation croissante du travail des femmes, notamment dans les maquilas et autres usines de montage le long des frontières et dans les zones franches. Il y a aussi l'importance accrue des phénomènes de migration au sein du continent et jusqu'en Europe. Migration qui, au début, était presque exclusivement masculine et est devenue à présent également féminine. Tout cela amène beaucoup de violence contre les femmes, une violence intra- et extra-familiale. On assiste aussi, par ailleurs, à un développement de la prostitution

dans les zones touristiques et le long des frontières, notamment entre la Colombie et le Venezuela. Depuis 1993 à Ciudad Juarez, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, plus de 400 femmes dont la plupart des ouvrières des usines d'assemblage, ont été violées puis assassinées.

Avez-vous des exemples de l'action des mouvements des femmes ?

Il en existe beaucoup, mais je prendrais comme exemple la lutte des femmes contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en Bolivie. C'est un mouvement de femmes rurales : « la Coordination pour l'eau et pour la vie », qui a fait faire marche arrière au précédent gouvernement bolivien et à la multinationale Bechtel qui voulaient privatiser les sources d'eau alimentant la ville. A présent, ce mouvement est représenté dans l'organe public de gestion de l'eau.

Qu'en est-il de la dépénalisation de l'avortement, reste-t-elle bloquée un peu partout par le pouvoir de l'Etat et de l'Eglise catholique ?

Cela varie d'un pays à l'autre. Et même à l'intérieur des pays. Au Mexique, par exemple, l'avortement a été dépénalisé à la capitale mais pas en régions. Dans la plupart des pays où le virage à gauche s'est opéré ou s'opère pour l'instant, la lutte pour les droits reproductifs n'a pas nécessairement été relayée par ces gouvernements de gauche. C'est le cas au Nicaragua, en Uruguay, en Argentine ou au Chili.

Dans votre première réponse, vous avez fait la distinction entre mouvements de femmes et mouvements féministes.

Oui, les mouvements de femmes, surtout indiens ne se revendiquent pas nécessairement féministes même si ils ont des revendications féministes. De plus, sur le plan sociologique, en Amérique latine les militantes féministes sont souvent issues de la classe moyenne tandis que les mouvements des femmes font partie de la base, des travailleuses, des Indiennes. Quoiqu'il en soit, ce sont des mouvements pluriels et dynamiques qui participent à l'égalité entre les sexes.

Les femmes participent aussi à des mouvements « mixtes ».

Oui, et il y a une tendance à l'ouverture et à la mixité, même si ce sont des terrains qui restent difficiles pour les femmes. En Bolivie, par exemple, plusieurs femmes qui ont été élues au Parlement se sont vues, par la suite, poussées à

démissionner, pression qui venait de la part de leurs suppléants. Malgré cela, certaines ont des postes à responsabilités. La Bolivie est un cas intéressant à ce propos. Plusieurs femmes sont devenues ministres et une d'entre elles vice-ministre du gouvernement Morales, mais à côté de cela le ministère du genre a été supprimé... Ainsi, le mouvement indigéniste voudrait faire croire que le repli vers des institutions traditionnelles de la culture indienne -aymara, dans ce cas- comme le « chachawarmi », sorte de yin et de yang de la complémentarité entre hommes et femmes, assurerait à ces dernières l'égalité, ce qui dans la réalité vécue est faux ou, en tous le cas, fort discutable.

Violence contre les femmes

La violence est la principale cause de mort pour les Latino-américains entre 15 et 44 ans.

Extrait de l'article « Maras », « féminicide » et violence sociale en Amérique latine

par Manuela Mesa, Directrice de CEIPAZ

(article publié dans la Revue Antipodes n°180 d'Iteco, mars 2008)

Le nombre de femmes qui ont été brutalement violées, mutilées et assassinées a augmenté de manière alarmante ces dernières années en Amérique latine. A la différence de ce qui se passe avec les assassinats d'hommes, dans le cas des femmes, le genre est un facteur déterminant de la motivation du crime, dans la façon d'assassiner (les femmes sont souvent l'objet d'une brutalité exceptionnelle avant d'être assassinées, violations incluses, mutilations et dépeçage) et dans la manière dont réagissent les autorités. Cette pratique est appelée « féminicide ». Que ce phénomène ait été l'objet d'attention internationale est dû, en grande partie, aux dénonciations d'organisations de droits humains locales et internationales, à l'ampleur de ce phénomène dans la localité frontalière mexicaine de Ciudad Juárez, et au fait que cette pratique s'étend à d'autres pays d'Amérique centrale. Au début des années nonante, de nombreux assassinats méthodiques et disparitions de femmes ont été registrés. Généralement, il s'agit de femmes jeunes, pauvres, d'origine migrante et travaillant pour l'économie transnationale, vu que la majorité d'entre elles sont employées des maquilas pour l'exportation installées en zone frontalière. On estime que plus de 500 femmes ont été assassinées dans la ville de Juárez et un plus grand nombre demeurent disparues⁷. Il a fallu attendre que les faits aient été relayés dans les médias internationaux pour que des enquêtes judiciaires soient entamées. La pression des réseaux internationaux de droits humains a été essentielle pour dénoncer ces pratiques et exiger la justice.

Le phénomène ne se limite pas au Mexique. Au Guatemala, plus de 2.200 femmes et filles ont été brutalement assassinées depuis 2001. Ce nombre augmente au fil des ans, allant de 163 cas en 2002 à 665 en 2005. En 2006, 299 femmes ont été assassinées seulement entre janvier et mai. En juin 2005, Amnesty International

⁷ *Amnistía Internacional (2003), Diez años de desapariciones y asesinatos de mujeres en Ciudad Juarez y Chihuahua, Mexico.*

a publié le compte-rendu « Ni protection ni justice : homicides de femmes au Guatemala » pour mettre en évidence ces faits et le fait que l'Etat n'exerce pas la diligence nécessaire pour prévenir, enquêter et punir ces crimes. De lourdes et persistantes déficiences existent dans chacune des étapes du procès d'investigation. Dans le rapport, on examinait la brutalité extrême des homicides qui, souvent, se caractérisent par la violence sexuelle. On analysait aussi la discrimination par laquelle se fonde la violence de genre dont souffrent les femmes dans la société guatémaltèque, comme certaines lois et pratiques judiciaires qui perpétuent cette discrimination.

Malgré la considérable préoccupation que ces faits ont suscité à échelle nationale et internationale, manifestée par les visites de la reportrice spéciale des Nations unies sur la violence contre la femme et de la reportrice spéciale de la Commission interaméricaine sur les droits de la femme, on continue à tuer des femmes et des filles en toute impunité au Guatemala. Selon le Procureur des droits humains du Guatemala, jusqu'à 70% des assassinats de femmes ne sont pas suivis d'enquêtes. Dans 97% des cas, on n'arrête personne. Dans les rares cas où une enquête est menée, le procès présente souvent des déficiences de forme, les preuves d'experts ne sont pas recherchées ou conservées, on n'assure pas la protection des témoins. « *Le taux d'assassinats de femmes au Guatemala est en train d'augmenter car les assassins n'ont aucun motif pour s'arrêter : ils savent qu'ils ne seront pas punis* », affirme Sebastián Elgueta, d'Amnesty International.

En plus des formes persistantes de discrimination contre les femmes, les causes pointées pour expliquer l'augmentation du « féminicide » dans toute la région sont liées à l'héritage des gouvernements militaires et l'échec des procès de démobilisation et de réinsertion des combattants, qui ont eu pour conséquence les pratiques utilisées par la « contre-insurgence » à l'oeuvre actuellement. On signale également comme facteurs entraînant le crime organisé et la délinquance, l'émergence des maras et le renforcement des réseaux de narcotrafic.

Expansion des « maras »

Parmi les phénomènes ayant un impact majeur dans l'opinion publique se trouvent les dites *maras* ou bandes d'adolescents originaires souvent de familles déstructurées où la violence familiale, la pauvreté et l'exclusion sociale sont endémiques, et ceux à qui ces bandes apportent protection, sensation d'omnipotence et identité de groupe. On estime que le nombre de jeunes qui appartiennent à ces bandes délinquantes varie entre 70 et 100 mille. Au Salvador, Honduras et Guatemala, les *maras* sont officiellement considérées comme la principale menace de sécurité nationale. Le problème des *maras* est si important que les parlements du Salvador et de Honduras ont approuvé une

législation spéciale « anti-maras »⁸. Soulignons qu'en plus de la gravité du phénomène, ces mesures s'expliqueraient aussi par les évidents gains politiques et électoraux qu'apportent souvent les politiques autoritaires face au manque de sécurité citadine.

Le fait le plus relevant est la rapide expansion des maras aux Etats-Unis, Guatemala, Honduras et autres pays. Les ramifications de quelques-unes de ces bandes sont même arrivées en Espagne. Les réseaux de trafic de drogues et le transit de migrants sans papiers ont été des facteurs clefs pour l'arrivée et l'expansion transfrontalière de ces bandes. Aux Etats-Unis, les autorités attribuent aux *maras* la responsabilité de la plus grande partie du transit de Centroaméricains et de la contrebande de marchandises à la frontière avec le Mexique⁹.

Réponses fragmentées et répressives

L'insécurité est la plus grande préoccupation des Latino-américains, ce qui explique les diverses manifestations qui se sont produites ces dernières années à Buenos Aires et Rio de Janeiro, avec des milliers de personnes exigeant l'application de mesures contre le crime, la violence et l'insécurité. Dans toute la région, les enquêtes révèlent que le crime organisé est la seconde priorité pour les Latino-américains après l'économie. Les réponses sont souvent fragmentées et de caractère répressif, axées uniquement sur l'emploi de la force militaire et policière. Les autorités investissent très peu ou rien dans la protection des communautés pauvres, même si leurs habitants ont beaucoup plus de probabilités d'être victimes de délits violents. L'assignation des budgets destinés à la sécurité publique se base sur la répression et la discrimination, ce qui « criminalise » les communautés pauvres.

Dans certains pays, les gouvernements semblent avoir renoncé à réformer la police et ont opté pour créer de nouveaux corps policiers d'élite, avec davantage de moyens matériels, de meilleures distributions et des systèmes de contrôle plus efficaces. Même s'ils peuvent donner des résultats rapides, cela démoralise davantage la police ordinaire.

La complexité du phénomène de la violence en Amérique Latine montre qu'il n'existe pas de réponses faciles. Des politiques de sécurité publique plus globales pour combattre l'exclusion paraissent nécessaires, appliquant des mesures

⁸ Savenije, Wim (2004), *La mara Salvatrucha y el Barrio 18st*, *Foreign Affairs en español* vol. 4 (2).

⁹ *The Economist* (2006), *Criminal gangs in the Americas : Out of the underworld*, 5 de enero.

préventives et d'insertion sociale. L'objectif est de renforcer le tissu social local, maintenir un certain équilibre entre les tâches répressives et préventives de police nationale et locale, renforcer les gouvernements municipaux et locaux et, surtout, gagner et maintenir la confiance des organisations populaires locales. En définitive, il s'agit de promouvoir la « bonne gouvernance » en matière de sécurité citadine. Et pour ce faire, il est essentiel de renforcer la confiance mutuelle entre les forces de l'ordre et la population locale, et la participation volontaire aux comités de sécurité locale¹⁰ (Krujit, 2006).

Toutefois, il est difficile qu'une politique de sécurité publique de portée essentiellement nationale puisse avoir du succès face à une violence dont les liens et ramifications s'étendent au-delà des confins entre pays latino-américains. Les réponses se trouvent, en bonne partie, dans un plus grand rôle de l'intégration régionale dans la gestion de la sécurité, considérée comme un « bien public régional », qui requiert des niveaux de coopération plus élevés entre gouvernements et autres acteurs régionaux et extrarégionaux.

Une première version de cet article a été publiée en « Defensor » n°2, revue de la Commission de droits humains du District fédéral, Mexico, février 2007.

¹⁰ Krujit, Dirk (2006), *América Latina : Democracia, pobreza y violencia : Viejos y nuevos actores.*

Paroles de femme : Doña Aleja, conseillère communale en Bolivie

Veuve à 30 ans et âgée d'une soixantaine d'années à l'heure actuelle, Doña Aleja n'a pas toujours eu la vie facile. Enfant, elle n'a pratiquement pas été scolarisée. Ce sont les expériences de la vie, mais aussi les formations organisées par l'ONG Qhana, partenaire de Frères des Hommes, qui ont été sa meilleure école. De fil en aiguille, elle a fait sa route et après s'être investie dans l'organisation des femmes, elle est aujourd'hui conseillère communale à Irupana. Un chemin inespéré. Un témoignage de vie dont elle espère qu'il inspirera les plus jeunes. Elle raconte...

Propos recueillis par Milena Merlino

« Par le passé, il y avait une profonde discrimination des hommes à l'égard des femmes qui faisaient partie du conseil communal. Mais il faut bien reconnaître que les choses ont positivement évolué. En ce qui me concerne, je n'ai pas à me plaindre de la collaboration avec mes collègues masculins : nous nous soutenons mutuellement dans notre travail. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, on entend plus fréquemment parler d'égalité de genre, il y a plus de sensibilité à la question. C'est chose juste puisque femmes et hommes ont les mêmes droits. C'est en tout cas dans ce sens que travaille la commune d'Irupana.

Comme je l'ai dit, la situation était toute différente auparavant. Les femmes n'étaient pas vraiment organisées. C'est vers 1992 que j'ai commencé à participer à des ateliers de formation organisés par l'ONG Qhana. D'autres femmes ont fait cette même démarche dans la perspective de devenir dirigeantes au même titre que les hommes. Peu à peu, les femmes se sont regroupées : des syndicats de femmes se sont formés, puis d'autres structures sont apparues pour en arriver à créer la FRUMCI, cette fédération de femmes qui existe aujourd'hui.

Les formations que nous avons suivies par l'intermédiaire de Qhana ont été importantes et je suis très reconnaissante à cette ONG ainsi qu'à Frères des Hommes qui l'a soutenue. C'était une école pour nous, en quelque sorte ; et cela nous a permis d'élargir nos connaissances. Je sais de quoi je parle car moi-même, je suis partie de zéro. Je n'ai pratiquement pas été à l'école, je n'ai jamais vraiment étudié. Je me rends donc compte de l'importance de l'éducation ! C'est grâce à Qhana que j'ai pu me former. Avant cette expérience, je ne savais même pas ce qu'était une organisation, ce que cela impliquait concrètement. Ces formations ont été une aide réelle pour moi. Bien entendu, à côté de cela, la

confiance en soi est essentielle, il ne faut jamais dire « je ne suis pas diplômée. Je ne peux pas. J'ai peur » !

En ce qui concerne l'évolution concrète sur le terrain, la fédération des femmes (FRUMCI) poursuit patiemment sa route. Nous avons pu lancer cette auberge paysanne à Irupana, projet qui génère des revenus. Bien entendu, cela n'a pas été sans mal, mais grâce à ce projet, nous sommes très confiantes lorsque nous pensons à l'avenir.

J'ai plus de 60 ans et malgré mon âge, je continue à assumer pleinement mon rôle de conseillère. Je suis de toutes les réunions. Et si des amies de la fédération des femmes m'invitent, j'y vais aussi ! J'y mets un point d'honneur ! Jamais je ne pourrais décliner une invitation en prétextant que je n'ai pas le temps. J'ai en moi cette motivation d'aller de l'avant, d'encourager les autres femmes pour qu'elles puissent elles aussi avancer dans la vie.

Lorsque je pense aux jeunes femmes, je me dis qu'il est essentiel qu'elles continuent à s'organiser. Il faut qu'elles se forment, que certaines deviennent des leaders...ou encore des conseillères municipales, tout comme moi ! Cela donne du sens à la route que nous, les plus âgées, avons parcourue. Je voudrais que notre histoire serve à ces jeunes, qu'elles puissent bénéficier du cadre que nous leur laisserons. Je pense qu'elles apprécient le travail que nous avons réalisé. Et si elles parviennent à s'organiser, à unir leurs forces, elles pourront elles aussi progresser. Cela rendra bien des choses possibles pour elles et pour tant d'autres ! »

Marie Nagy, une femme du Sud engagée au Nord

Propos recueillis par Milena Merlino

En quittant la Colombie en 1974, Marie Nagy ignorait qu'elle poserait pour longtemps ses valises en Belgique. Elle imaginait sans doute encore moins qu'elle rejoindrait les rangs d'Ecolo pour devenir un jour députée fédérale dans notre pays. Politiquement et socialement engagée chez nous et riche de sa multiculturalité, elle raconte son parcours qui commence comme celui de n'importe quelle immigrée du Sud. Un chemin particulier qui enrichit le regard qu'elle porte aujourd'hui sur la femme latino-américaine.

Pourriez-vous retracer votre parcours personnel ?

Mon père, immigré hongrois, a quitté son pays en 1948, juste après la guerre. Après avoir fait des études d'économie en Belgique, il est parti travailler en Colombie dans les années '50. Il y a rencontré ma mère dont la famille était colombienne. Il faut un peu imaginer le contexte de l'époque : la Colombie, c'était très loin et les communications étaient alors difficiles et coûteuses. Par ailleurs, c'était l'époque du rideau de fer et mon père n'envisageait pas de rentrer au pays. Les contacts avec sa famille étaient donc limités. Il est intéressant de le souligner car je crois qu'aujourd'hui, internet nous fait oublier ce type de difficultés. Ce parcours particulier explique ma double origine et le fait que ma langue maternelle soit l'espagnol. Par contre, je ne parle pas hongrois car mon père estimait que ce n'était pas intéressant d'apprendre cette langue plutôt minoritaire. Je le regrette car lorsque j'ai retrouvé ma famille hongroise en 74, notamment ma grand'mère paternelle, nous ne pouvions pas vraiment communiquer. Quand j'ai eu des enfants, j'ai donc naturellement choisi de leur parler en espagnol car je souhaitais qu'ils puissent préserver un lien avec leur famille en Colombie.

J'ai donc vécu mon enfance en Colombie et nous étions bien entendu élevés dans la culture locale. Toutefois, mon père a toujours conservé un regard quelque peu nostalgique sur l'Europe, il était attaché aux valeurs du vieux continent. Par exemple, alors que le modèle dominant sous l'influence nord-américaine poussait à la consommation et au gaspillage, mon père a pu résister à ces tendances et nous inculquer d'autres principes. Son regard sur la femme était également différent. Il trouvait tout à fait normal de participer aux tâches ménagères. Mes parents avaient trois filles et un garçon et mon père n'a jamais manifesté de différence entre nous dans l'éducation ou dans l'orientation scolaire. L'acquisition

d'autonomie était aussi importante à ses yeux pour tous ses enfants. Tout cela nous a marqués...et moi en particulier. J'ai toujours trouvé normal de chercher à me débrouiller dans la vie.

En 1974, j'ai fait ma valise pour la Belgique afin d'y étudier la sociologie du développement ainsi que la sociologie urbaine et politique à l'UCL. Toujours attachée à mes origines, j'ai fait mon mémoire sur la Colombie et en particulier sur les mouvements sociaux. C'est en Belgique que j'ai rencontré mon mari, j'ai eu deux enfants et je me suis donc installée ici. Je ne peux pas dire que j'ai décidé à un moment de rester en Belgique, ce sont les événements qui ont en quelque sorte fait ce choix pour moi.

Mon intégration en Belgique a été facilitée grâce aux liens que j'ai tissés avec les associations de quartiers. C'est par ce type de réseau que j'ai rencontré des gens, que je me suis fait des amis et que j'ai commencé à réfléchir à la question de Bruxelles dans la mesure où j'y habitais. Mon rapprochement de la mouvance écologiste a été motivé par cet intérêt que j'avais pour la ville et les phénomènes urbains. Je suis en fait intéressée par la compacité de la ville en tant que modèle de développement économique qui permet d'éviter le gaspillage des ressources, mais aussi en tant que modèle culturel favorisant l'innovation...une forme d'autonomie et de liberté qui est sans doute moins répandue en milieu rural. Et à un moment, j'ai donc fait le pas vers un parti politique, en l'occurrence Ecolo. Mes amis étaient plutôt dans cette mouvance, c'était l'époque du mouvement anti-nucléaire...J'étais sensible à tous ces sujets. J'ai aussi intégré dans ma réflexion des éléments qui concernent le Tiers Monde. Ainsi, je suis toujours convaincue par la pensée de René Dumont qui, à mon sens, se vérifie totalement : ce besoin pour les paysans de travailler l'agriculture vivrière, l'idée de ne pas les mettre en compétition avec des économies hyper-industrialisées...C'est quelqu'un qui m'a beaucoup marquée sur le plan des idées. Enfin, en 1989, lorsqu'on a créé la région bruxelloise et au vu de mon activité militante, c'était assez normal que je devienne députée régionale.

Sur le plan personnel, mon parcours est dans un premier temps celui de beaucoup d'immigrés. Au début, financièrement, c'était vraiment très difficile : j'ai fait beaucoup de petits boulots qui allaient de l'état des lieux des logements d'étudiants au nettoyage en passant par le travail dans les cantines. C'était des moments durs, mais qui ont généré certaines prises de conscience. C'est en effet là que j'ai compris combien les réseaux sont essentiels. C'est à partir de ces réseaux que des possibilités s'ouvrent. Et lorsqu'on est immigré, c'est précisément cela qui fait défaut ; on éprouve des difficultés à comprendre la société dans laquelle on évolue, à se faire une place. Je suis donc restée très

sensible aux parcours de ces étrangers qui arrivent et vivent aujourd'hui en Belgique. J'ai gardé des liens avec ma famille et mes amis en Colombie et j'essaie d'y retourner régulièrement. Je m'intéresse bien entendu à ce qui s'y passe ainsi que dans toute l'Amérique latine en général.

Quel regard portez-vous sur la femme en Amérique latine ? Quelles sont ses difficultés et ses défis majeurs ?

On mesure peu chez nous combien le machisme imprègne fortement la société latino-américaine. Et dans ce contexte particulier, les femmes jouent toutefois un rôle essentiel, tout comme en Afrique : elles sont soutiens de famille, se soucient des besoins de leurs enfants et travaillent... Dans la sphère privée, elles restent trop souvent reléguées aux tâches difficiles et sur le marché du travail, elles doivent faire face à une situation très inégalitaire. L'homme demeure la figure centrale et il y a encore beaucoup à faire afin de changer les mentalités. Malgré cela, je relève certains paradoxes. Ainsi, nombreux sont les projets qui sont construits et portés par des femmes sur ce continent, tout comme en Afrique. Je l'ai constaté en Bolivie, par exemple, dans les communautés indiennes. Et il faut reconnaître que ces actions impliquant les femmes, comme les micro-crédits, fonctionnent généralement bien.

Qu'en est-il de la représentativité politique ?

Sur ce plan, la situation est également très inégalitaire, mais peut varier fortement en fonction des pays. Ainsi, des pays comme l'Argentine et le Costa Rica sont très bien classés en termes de représentation féminine dans le monde politique (aux environs de 40%). Il s'agit donc d'un niveau semblable à celui de l'Europe. Remarquons toutefois, en ce qui concerne notre continent, que si l'on exclut les pays scandinaves, la représentation des femmes en politique est plutôt moyenne ! Par contre, le taux est extrêmement faible pour la Colombie qui se trouve au 112^{ème} rang sur 135, avec un taux de représentation de moins de 10%. Je me suis interrogée sur les raisons et je me suis demandée si la violence ambiante et les conflits armés ne pouvaient pas expliquer en partie ces chiffres si peu élogieux pour la Colombie. Les femmes préfèrent-elles s'orienter vers d'autres secteurs pour éviter de se trouver au cœur des conflits ? C'est une hypothèse qu'il conviendrait de vérifier. En cela, la figure d'Ingrid Betancourt se démarque vraiment et est tout à fait remarquable. Je trouve aussi intéressant qu'il y ait des femmes qui assument les fonctions de chefs d'Etat comme Cristina Kirchner en Argentine ou encore Michelle Bachelet au Chili. Même s'il s'agit là de sociétés plus « européennes » et plus urbaines, cela reste tout de même emblématique. Cela souligne encore une fois le côté paradoxal que l'on rencontre

parfois en Amérique latine : d'une part, il y a le machisme auquel les femmes doivent faire face et d'autre part, il y a des femmes brillantes qui arrivent même au pouvoir ! Même en Belgique, cela ne s'est jamais vu !

Quelle est selon vous la meilleure voie pour lutter contre la violence faite aux femmes ?

De façon générale, la violence domestique reste très présente et c'est parfois culturellement insidieux car je constate une certaine forme de normalisation. En Espagne, par exemple, les chiffres sont affolants. En Belgique, on en parle moins, mais la problématique existe. J'ai fait quelques interventions chez nous pour informer les femmes immigrées, leur expliquant qu'elles pouvaient s'adresser à une association et les informant du droit de porter plainte en cas de violence conjugale, même si elles sont sans papiers. C'est en effet un délit pénal dans notre pays. Ce n'est pas parce que vous n'avez pas de papiers que l'on peut vous maltraiter. Mais cela reste un sujet difficile à aborder. Je pense qu'il faut sensibiliser nos sociétés à ce phénomène dès l'école. Les campagnes d'information sur la non-légitimité de cette violence jouent également un rôle essentiel et doivent utiliser tous les canaux de communication : télévision, médias, etc. Il faut en fait parvenir à casser cette espèce de légitimation de la violence. En effet, la victime subit souvent les faits avec un sentiment de honte, comme si c'était de sa faute en quelque sorte. C'est précisément ce schéma qu'il faut briser. J'apprécie assez bien les campagnes préconisant la tolérance zéro. Par ailleurs, il est aussi important de former les policiers, les magistrats afin que la victime soit vraiment entendue. Si elle fait toutes les démarches et qu'elle trouve porte close, c'est encore plus douloureux pour elle. Enfin, n'oublions pas non plus la violence comme arme de guerre à l'encontre des femmes. Nous retrouvons de tels cas en Afrique au Kivu, on l'a vu en Serbie par le passé. En Colombie, les associations de femmes dénoncent aussi parfois les violences subies par les femmes de la part de groupes armés. Cela appelle évidemment à des réactions fortes de la part de ceux qui ont un pouvoir décisionnel.

Quel parallélisme établissez-vous entre la situation de la femme au Nord et au Sud ?

Je pense que les femmes du Sud sont concernées par des questions de survie assez évidentes. Je l'ai constaté en Amérique latine, mais aussi en Afrique. Ce qui me frappe dans de tels cas, c'est le côté entreprenant de ces femmes, leur courage, leur force, leur volonté. Elles agissent parce qu'elles se mobilisent pour leurs enfants, poussées par ce besoin de survie. Cet élan me fascine. Et lorsque l'on revient en Europe, on se dit parfois que quelque chose est peut-être cassé

dans cette dynamique ou dans la capacité à faire face à l'adversité. Quand les gens sont très pauvres, leur aptitude à rebondir est évidemment vitale.

Ils n'ont pas le choix en quelque sorte...

Oui, mais... Sur une plage en Colombie, sous 40 degrés, vous allez rencontrer des gens qui vous vendent de tout, c'est l'économie informelle, c'est leur seule possibilité de survivre et ces gens vont rester sous le soleil toute la journée pour empocher finalement une somme dérisoire. Cependant, ils vont le faire... En Europe, j'ai parfois le sentiment que les gens manquent de ressort. Il est vrai que le système de protection sociale que le monde nous envie apporte certaines réponses à la problématique de la pauvreté. Tout cela nous paraît normal et évident. Nous oublions que sous d'autres cieux, il en va autrement : dans de nombreux pays du Sud, l'éducation et la santé sont souvent très chères. ... Dans un hôpital public colombien par exemple, vous devez amener le plâtre avec lequel on va vous plâtrer le bras... Et si vous n'avez pas les moyens, vous n'avez pas accès aux soins, ni à l'enseignement. Je pense donc qu'il y a chez nous une forme de morosité, une difficulté à se projeter sur l'avenir que je trouve assez troublante.

Quels sont les ingrédients qui permettraient, selon vous, de changer ce climat de morosité ?

Je trouve intéressant d'apprendre des autres. En termes de participation citoyenne, j'ai été frappée par un projet abondant le thème de la participation citoyenne par le biais d'un échange entre la Bolivie et la commune d'Anderlecht. C'est d'ailleurs un projet qu'avait accompagné Frères des Hommes. J'ai vraiment été frappée par les processus de participation extrêmement développés et sophistiqués que j'ai découverts dans ce cadre en Bolivie. Il y a aussi d'autres expériences comme celles de Curitiba au Brésil qui vont très loin sur le plan de la réflexion. Je suis donc assez convaincue par la pertinence des échanges... et pas toujours dans le sens que l'on croit ! Le Sud a aussi beaucoup à nous apprendre ! J'aime également le regard décalé que posent certains immigrés du Sud sur notre société. Je pense à Pie Tshibanda qui est à mon sens un observateur très avisé. C'est intéressant de s'ouvrir à ces regards du Sud, à ce que ces immigrés voient tout de suite lorsqu'ils arrivent chez nous. Je pense que leur vision peut vraiment apporter matière à réflexion et à changement. C'est une des raisons pour lesquelles je critique la politique menée par le Ministre Dewael, une politique où l'étranger est toujours présenté comme un danger, comme une personne « avide de prendre ». C'est une vision tellement négative alors qu'il y a parmi ces immigrés des gens qui aspirent simplement à vivre mieux et qui portent cela avec une telle force qu'ils quittent leur pays et prennent des risques pour venir chez

nous. Ils peuvent nous apporter d'autres manières de vivre, de faire.... Pour moi, c'est important de changer le regard que l'on porte sur les autres. On ne doit pas pour autant les imiter, mais peut-être peuvent-ils simplement nous inspirer....

Vous vous êtes beaucoup impliquée dans le cas d'Ingrid Betancourt...

La figure d'Ingrid Betancourt est tout à fait intéressante parce que parmi ses combats en Colombie, elle avait porté avec beaucoup de courage le débat sur la corruption. Elle avait accusé nommément certains hommes politiques corrompus et s'était donc fait beaucoup d'ennemis. Elle avait rallié le World Green à Canberra en 2001 et avait fait de son parti un membre des écologistes sur le plan mondial. Je pense qu'elle avait vraiment la vision d'un changement et qu'elle avait réfléchi à une transformation du système politique de façon à permettre l'émergence de forces pouvant œuvrer pour une redistribution sociale plus équitable. Les écarts de richesse sont vraiment considérables dans de nombreux pays latino-américains tels que le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie, bien entendu. Dans un pays où plusieurs acteurs ont opté pour la violence et le conflit armé, elle avait fait le choix du changement par la voie politique. Peut-être cela nous semble-t-il normal chez nous, mais dans un pays comme la Colombie, cela implique une prise de risques considérables. Beaucoup de militants ont été et sont encore régulièrement assassinés, qu'ils soient de gauche ou de droite. Avant son enlèvement, cela a été le cas pour trois candidats présidentiels. Des journalistes, des syndicalistes, des juges sont également menacés... Je pense qu'il faut beaucoup de courage, de force et de conviction pour privilégier la non-violence et la défense des droits de l'homme dans un tel contexte. Il convient de rendre hommage à ces personnes et donc aussi à Ingrid qui, en plus, est une femme dans un milieu masculin où s'exerce une terrible violence armée. Face à eux, elle ne pouvait pas s'imposer par la force physique, elle a donc choisi de s'imposer par les idées.

En dehors d'Ingrid Betancourt, y a-t-il une personnalité féminine en Amérique latine qui vous marque, que vous aimez particulièrement ?

J'aime beaucoup Frida Kahlo, je trouve que c'est quelqu'un de poétique, d'inspiré, une personne qui va jusqu'au bout....

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France, en Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de la sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.